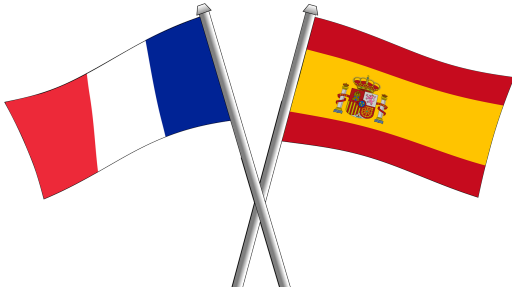

COOPERATION FRANCO-ESPAGNOLE EN MATIERE DE DEFENSE ET DE SECURITE EN AFRIQUE



À bien des égards, l'Espagne et la France partagent des intérêts et des priorités communes en matière de sécurité et de défense. À des niveaux différents, les deux pays collaborent dans le domaine de la défense et de la sécurité en Afrique, dans des opérations contre le terrorisme et contre le trafic de drogues. Membres de l'UE et de l'OTAN, ils partagent une "frontière avancée" similaire.

Le niveau de coopération est déjà élevé, notamment en matière de partage de renseignements, et pourrait être approfondie et intensifiée dans les domaines où une compréhension commune des menaces sécuritaires et politiques prévaut.

Néanmoins, nos intérêts divergent sur certaines questions. La France a un lien historique et économique important avec ses anciennes colonies ou protectorats en Afrique. D'autre part, outre les intérêts énergétiques de l'Espagne, notamment en Algérie, au Nigeria et dans le Golfe de Guinée, Madrid a une relation particulière avec le Maroc, qui constitue un point de friction avec son voisin du nord.

Compte tenu de la crise économique post-Coronavirus et de la crise interne de l'UE, et malgré quelques divergences, la coopération entre la France et l'Espagne est plus importante que jamais.

1. Contexte

Opération Barkhane et lutte contre la menace terroriste

Les opérations militaires françaises en Afrique visant à stabiliser les États fragiles et à lutter contre les trafics illégaux et le terrorisme, sont soutenues par l'Espagne. La France est le pays le plus engagé dans la région du Sahel avec la force opérationnelle Sabre présente à Ouagadougou depuis 2008, l'opération Serval lancée en janvier 2013 et qui a évolué en opération Barkhane en 2014 (toujours active). En février 2020, 5 100 militaires français étaient déployés dans la région. Dès le début de l'opération, la France a demandé le soutien logistique de multiples alliés européens et de l'OTAN. L'Espagne est alors devenu le plus grand contributeur aux besoins de transport intra-théâtre de l'opération Barkhane¹, de l'EUTM-Mali et de la force conjointe G5 Sahel, couvrant, en 2019, 23 % du transport de personnel et 20 % du transport de matériel². La France peut également compter sur le détachement "Marfil", composé de 58 militaires espagnols, et sur le soutien aérien espagnol (deux avion C-295), qui opère depuis la base aérienne française de Yoff à Dakar³.

Bien que tous les budgets de la défense soient confrontés à des difficultés, **l'Espagne continue de soutenir la France sur le plan logistique et répondre à ses sollicitations pour poursuivre la lutte contre le terrorisme djihadiste en Afrique**. En effet, les deux principaux groupes djihadistes actifs au Sahel, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI/JNIM) et l'État islamique au Grand Sahara (ISGS), menacent non seulement les citoyens et les

¹« BARKHANE : L'engagement des pays alliés et européens », Ministère des Armées, 2019, www.defense.gouv.fr

² C'est en 2017, que le soutien fut le plus élevé : respectivement 34 % et 30 %.

³L'armée de l'air espagnole s'est retirée du Gabon début 2020 pour concentrer tous ses moyens à Dakar. Le personnel espagnol ne peut pas participer aux hostilités, sa mission se limitant aux activités de transport et de ravitaillement en carburant.

entreprises européennes vivant dans la région, mais pourraient bientôt menacer le continent européen. Les branches subsahariennes d'Al-Qaïda et de l'État islamique pourraient utiliser leur forte base territoriale au Sahel comme un terreau fertile pour concevoir et lancer des attaques à grande échelle dans l'Union européenne et, simultanément, tenter d'attirer des recrues européennes dans ce nouvel "Eldorado" djihadiste. Des signaux faibles suggèrent que cette dynamique inquiétante est déjà en marche : la France et l'Espagne en sont les principales cibles. Leur coopération face à la menace terroriste croissante en Afrique de l'Ouest est une priorité vitale commune en matière de sécurité.

Outre la coopération bilatérale, l'Espagne collabore également avec la France à travers plusieurs missions européennes, comme l'EUTM-Mali⁴, de l'EUTM-RCA, de l'EUTM-Somalia ou de la récente opération EUNAVFOR MED IRINI⁵. La France et l'Espagne sont également associées à d'autres initiatives visant à former les forces de sécurité de différents pays du Sahel. Par exemple, la GAR-SI Sahel, inspirée de la GAR espagnole, forme et équipe des unités d'action rapide dans les pays du G5 au Sénégal, afin de répondre aux besoins spécifiques de sécurité des pays de la région. Dirigée par la Guardia Civil espagnole, en collaboration avec la gendarmerie française, les carabinieri italiens et la Guarda Nacional Republicana portugaise, la GAR-SI Sahel fournit aux États fragiles les moyens pour lutter contre l'immigration clandestine, le crime organisé et les groupes terroristes à l'intérieur de leurs frontières. L'un des principaux objectifs est de parvenir à une réelle coordination et interopérabilité entre les pays du Sahel⁶.

L'Espagne et la France sont également impliquées dans le G5 Sahel et dans l'initiative « 5+5 Defense Initiative⁷ », forum créée en 2004 pour la coopération multilatérale en matière de sécurité. Réunissant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie, la France et l'Italie, Malte, le Portugal et l'Espagne, elle constitue un cadre préférentiel pour promouvoir la connaissance mutuelle et les échanges sur les questions de sécurité commune dans la zone 5+5 (en particulier le terrorisme, les flux migratoires et les trafics). La stabilité de la région du Sahel constitue également un enjeu vital pour la sécurité du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Par conséquent, **la coopération avec les pays d'Afrique du Nord et l'approfondissement de la coopération franco-espagnole en matière de défense et de sécurité doit rester une priorité pour assurer la stabilité de la région.**

Le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest et la réponse franco-espagnole

La France et l'Espagne sont également confrontées à une autre menace commune : la montée des réseaux criminels opérant via et depuis l'Afrique de l'Ouest, notamment pour mener de grandes opérations de drogue. L'arrivée de la cocaïne en Afrique de l'Ouest a révolutionné le crime organisé dans la sous-région. L'augmentation des saisies dans les Caraïbes à la fin des années 1990 a obligé les cartels sud-américains, comme le cartel colombien Norte del Valle, et les cartels européens (galiciens, italiens, français, etc.) à ouvrir une nouvelle voie de passage de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe, en raison d'une forte augmentation de la consommation. Ces dernières années, d'importants volumes de cocaïne transitent encore régulièrement par l'Afrique de l'Ouest, et le flux ne diminue pas⁸. Les grands réseaux de trafic de cocaïne bénéficient depuis plus de vingt ans de bases logistiques fiables sur toute la côte ouest-africaine, de Dakar à Lagos. Ils ont notamment réussi à obtenir un accès sécurisé et protégé aux plateformes aéroportuaires et portuaires reliant la région aux marchés européens, auxquels 95 % du produit est destiné⁹.

Le trafic de drogue constitue non seulement une menace régionale, mais aussi un défi pour la sécurité internationale. Le transbordement de la drogue va de l'Amérique à l'Afrique de l'Ouest, et à sa destination finale, l'Europe. En raison notamment de leur situation géographique stratégique, les États du sud de l'Europe jouent un rôle crucial et unique dans la chaîne des drogues illicites, en tant que porte d'accès à un marché de consommation plus vaste.

⁴ La participation française est très limitée en raison de l'existence de l'opération Barkhane.

⁵ Operation EUNAVFOR MED IRINI (précédemment intitulée SOPHIA, lancée en 2015 dans le cadre d'une approche globale de la migration) a été lancée en mars 2020, afin de faire respecter l'embargo des Nations Unies sur les armes en Libye dans le cadre d'une nouvelle politique de sécurité et de défense commune.

⁶ « The Guardia Civil leads the GAR-SI Sahel project », Guardia Civil, Madrid, 2016, www.interior.gob.es

⁷ « Initiative 5+5 », DGRIS, <https://www.defense.gouv.fr/dgris/action-internationale/environnement-proche/initiative-5-5>

⁸ CESONI M.L. « Les routes des drogues : explorations en Afrique subsaharienne » in *Drogues et développement*, Tiers-Monde, t 33 n°131, 1992, p. 645-671.

⁹ Des exemples tels que le record de 9,5 tonnes saisies en février 2019 au large des côtes du Cap-Vert, ou les saisies en Guinée-Bissau de plus de 800 kg de cocaïne en juin 2019, illustrent l'importance des flux de cocaïne et la puissance des organisations criminelles dans ces régions.

La coopération internationale devient donc essentielle pour lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue. De nombreux efforts ont été déployés, principalement dans le cadre de la coopération bilatérale, au niveau du partage d'informations et dans les domaines de la collaboration judiciaire et policière, ainsi que par le biais d'opérations maritimes conjointes, qui participent à la saisie et à l'enlèvement des drogues, et agissent comme mesure de dissuasion.

Au niveau européen, le Centre d'analyse et d'opérations maritimes, l'unité Stupéfiants (MAOC(N)), agit comme une plate-forme de coopération multilatérale, coordonnant « les renseignements, les ressources et le personnel formé dans les domaines maritime et aérien ». Cette unité, fondée en 2007 et basée à Lisbonne, s'appuie sur des navires et du personnel fournis par la France, l'Irlande, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni pour empêcher les bateaux de trafiquants d'atteindre les côtes européennes. En 2019, plus de 30 tonnes de cocaïne ont été saisies, principalement transportés dans des voiliers¹⁰.

Par ailleurs, l'Agence européenne des frontières et des garde-côtes (Frontex) constitue un outil important pour le contrôle des frontières extérieures de l'Europe. Par exemple, l'Espagne dispose d'un patrouilleur de la Guardia Civil basé à Dakar pour renforcer le contrôle des routes maritimes. Parmi les autres opérations conjointes, au niveau bilatéral, l'Espagne et la France ont travaillé ensemble à la formation des marines ouest-africaines, réalisée actuellement par SNS Audaz¹¹. En outre, en 2020, ils participent à des exercices militaires internationaux avec les États-Unis et le Portugal, à savoir « Obangame Express 2020 » et « Grand African NEMO 2020 »¹². L'opération Corymbe¹³, créée dans les années 1990 avec 150 missions, est une initiative française de lutte contre l'insécurité maritime dans la région du Golfe de Guinée, qui se coordonne 6 mois par an avec la Marine espagnole, entre autres partenaires. **Cependant, la coopération ne se fait généralement qu'au niveau opérationnel, et il manque une stratégie politique commune.** Malgré la saisie des drogues illicites et la poursuite des arrestations, il reste un défi à relever pour contrer les réseaux criminels¹⁴.

Point de friction : la relation du Maroc avec l'Espagne et la réponse française

Bien que l'Espagne soit le principal partenaire commercial du Maroc, les relations entre les deux pays ont toujours été caractérisées par une certaine tension. Le conflit au Sahara occidental, la non-reconnaissance de Ceuta et Melilla comme villes espagnoles, la tentative du Maroc d'étendre ses eaux territoriales et l'utilisation de l'immigration illégale par le Maroc comme outil de pression sur l'Espagne en cas de besoin, sont les principales sources de friction. Les relations entre la France et le Maroc ne sont pas entravées par ces questions et, par conséquent, les politiques espagnole et française sur le Maghreb présentent certaines différences qui les affaiblissent.

Dans certains cas, l'Espagne a pu avoir l'impression que la France était plus intéressée par le maintien de sa relation privilégiée avec le Maroc, que par le soutien de son partenaire européen, comme l'a notamment illustré la crise de Perejil, en 2002¹⁵. Mais la question la plus sensible est probablement celle du Sahara occidental. Plus de 40 ans après le retrait de l'Espagne du territoire, le conflit n'est toujours pas résolu, comme l'a récemment prouvé la démission du dernier envoyé du Secrétaire Général de l'ONU.

Alors que l'Espagne, en tant qu'ancienne puissance coloniale, défend une solution qui pourrait être acceptée par le peuple sahraoui, la France soutient ouvertement le Maroc. Et le droit de veto français au Conseil de sécurité garantit au Maroc que la communauté internationale ne pourra jamais imposer une solution, le conduisant à durcir sa position de négociation.

¹⁰ *Maritime Analysis and Operations Centre (MAOC)*, Who we are, <https://maoc.eu>

¹¹ En raison de la crise du Covid-19, le SNS Audaz a raccourci sa mission au GoG et est rentré en Espagne en avril 2020.

¹² *Purpose of the mission*, OPV 'AUDAZ' (p-45), Armada Española. Accessed on: armada.defensa.gob.es/

¹³ *Cols Bleus Marine Nationale*, Corymbe - Le 150 e Mandat, 6 Mars 2020, www.colsbleus.fr/articles/11976

¹⁴ Pour faire face plus efficacement aux menaces à la sécurité, l'exercice annuel Flintlock, un exercice militaire de maintien de l'ordre intégré dirigé par l'Afrique, contribue à renforcer les forces des principales nations partenaires dans toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que les forces d'opérations spéciales occidentales depuis 2005. Dirigé par les États-Unis, il compte sur la participation de la France et de l'Espagne. *United States Africa Command - Flintlock*. <https://www.africom.mil/what-we-do/exercises/flintlock>.

¹⁵ Lorsque les gendarmes marocains ont tenté de prendre un îlot espagnol par la force, l'ancien président Chirac a suggéré à José Maria Aznar, Premier Ministre espagnol, "la reddition (au Maroc) de tous les rochers espagnols ainsi que de Ceuta et Melilla". Les relations entre les deux pays se sont refroidies pendant cette période.

Corne de l'Afrique : une coopération réussie entre la France et l'Espagne

La Corne de l'Afrique et l'Océan indien sont des zones d'intérêt crucial pour les deux pays. La France et l'Espagne ont consacré des moyens importants aux forces navales de l'UE à *Atalanta* depuis le tout début de cette opération en 2008 et ont toujours montré un grand intérêt pour la coopération mutuelle. À titre d'exemple, il convient de mentionner que la base aérienne française située à Djibouti fournit un soutien permanent important aux avions de patrouille maritime espagnols P3-C affectés à *Atalanta*. La relation fructueuse entre ces deux partenaires clés a été démontrée par la réalisation du transfert du QG *Atalanta* de Northwood à Rota et Brest (MSC HoA) en mars 2019. Par ce déménagement soutenu par la France, l'Espagne a acquis une position forte.

2. Recommandations et voies de coopération

Bien que dans des proportions différentes, la France et l'Espagne sont les pays les plus impliqués dans le Sahel, il est donc dans l'intérêt des deux pays de partager des stratégies, des capacités et des renseignements pour faire face aux menaces communes. **Dans le domaine de la coopération contre le terrorisme au Sahel, l'Espagne doit continuer à soutenir la France au mieux de ses capacités.** Jusqu'à présent, la France a demandé de l'aide lorsqu'elle avait besoin d'une capacité qu'elle ne pouvait pas fournir, et l'Espagne a généralement répondu positivement. Néanmoins, depuis 2017, la France a envoyé à l'Espagne plusieurs autres demandes de soutien au Sahel telles que la participation d'hélicoptères lourds (CH-47 Chinook) et la participation de forces spéciales à la Task Force Takuba pour contrer et dégrader la résistance des terroristes dans l'est du Mali. Ces deux capacités sont toujours en suspens et posent des problèmes critiques. **Sachant que l'Espagne ne contribuera pas avec un grand nombre de troupes sur ces missions, elle peut néanmoins continuer à fournir l'aide dont la France a besoin,** en partageant les renseignements et en faisant profiter la France de son expertise en matière de lutte contre le terrorisme. D'autre part, **l'Espagne et la France devraient promouvoir des initiatives telles que le 5+5, et la France pourrait compter davantage sur l'Espagne dans le cadre de l'initiative du G5 pour le Sahel.**

En ce qui concerne le trafic de drogue, malgré le fait qu'il existe une collaboration entre les deux pays, le Golfe de Guinée est une région où l'Espagne et la France ont mené leurs actions séparément, la plupart du temps. L'Espagne a toujours eu une forte présence dans la région, à raison de huit mois par an, de par sa proximité avec les îles Canaries et ses nombreux navires de pêche qui y opèrent. La France considère également cette région comme stratégique depuis des décennies et déploie ses unités navales toute l'année, avec le soutien de la station navale française de Dakar. Le Golfe de Guinée étant la plus grande plaque tournante de la drogue en Afrique, le contrôle des routes est crucial pour l'Europe. **La France et l'Espagne devraient poursuivre et renforcer leur coopération déjà existante en créant, par exemple, des forces navales communes qui sauvegardent nos intérêts stratégiques.** En outre, les relations étroites qu'elles entretiennent avec leurs partenaires africains et latino-américains, respectivement, devraient servir de plate-forme pour **développer des accords de police complémentaires** entre ces pays ; et ainsi, **renforcer davantage la coordination dans la surveillance des itinéraires du trafic depuis leur départ des côtes américaines jusqu'à leur destination en Afrique.** Dans les mois à venir, l'UE mettra en œuvre l'initiative de la Présence maritime coordonnée (PMC) dans le Golfe de Guinée. La France et l'Espagne devraient profiter de ce projet pour renforcer leur coopération.

Enfin, pour améliorer la coopération en Afrique du Nord, **la France et l'Espagne devraient parvenir à un accord sur les lignes directrices d'une politique franco-espagnole commune au Maghreb.** Un paquet global comprenant un nouveau plan pour le Sahara, qui pourrait être accepté par le Maroc, la protection des frontières par l'Europe et l'OTAN, et l'engagement de délimiter les eaux territoriales selon les principes reconnus du droit international, devrait être négocié. Nous sommes convaincus qu'en coordonnant nos politiques, nous renforcerons notre coopération et deviendrons plus efficaces dans la défense de nos intérêts communs.

Les think tank Synopia et Articulo 30 remercient leurs membres pour leur contribution à cette note conjointe, notamment Beatriz de León Cobo (A30 et Synopia), Leticia Benítez (A30), Guillaume Soto-Mayor (Synopia), Alvaro Silva Soto (A30) Joséphine Staron (Synopia) et Margarita Lis García Palomo (A30).